

Décret du 23 mai 2016 relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans les installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Date de création : 24/05/2016

MISE A JOUR : 15/02/2023

N°	Textes applicables Références	Sur-titre	Articles	Exigences	Modification	Etat de conformité	Date dernière sauvegarde	Commentaire / constats
			Article 1	Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations préparant un combustible solide de récupération visé à l'article R. 541-8-1 du code de l'environnement. Seules des installations relevant des rubriques 2714, 2716, 2731, 2782, 2771 hors incinération et co-incinération et 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement peuvent préparer des combustibles solides de récupération utilisés dans les installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	06/12/2022	pour information	15/02/2023	Applicable uniquement si envoi CSR vers installation relevant de la rubrique 2971 Non applicable si envoie en cimenterie ou export étranger, par exemple
		Définitions	Article 2	Voir Définitions	06/12/2022	pour information	15/02/2023	
			Article 3 - I	Les caractéristiques d'un lot de CSR sont stables dans le temps. Un lot de CSR est homogène. Un CSR répond à un cahier des charges qui fixe les exigences spécifiques définies par un client.	06/12/2022	conforme	15/02/2023	Un suivi des lots de CSR sera effcutué
			Article 3 - II	Un CSR ou la part du CSR composée de déchets lorsque le CSR n'est pas composé que de déchets : - est préparé à partir de déchets non dangereux ; - a un PCI sur CSR brut supérieur ou égal à 12 000 kJ/kg ; - a fait l'objet d'un tri dans les meilleures conditions technico-économiques disponibles des matières indésirables à la combustion, notamment les métaux ferreux et non ferreux ainsi que les matériaux inertes ; - ne dépasse pas les teneurs en chacun des composés mentionnés en annexe du présent arrêté.	06/12/2022	conforme	15/02/2023	CSR sera conforme au décret
			Article 4 - I	L'exploitant attribue à chaque lot de CSR un numéro unique d'identification. Il caractérise le lot de CSR par les informations suivantes déterminées, le cas échéant, selon les normes visées à l'article 5 : - propriétés physiques et mécaniques des CSR : forme des composants, granulométrie, densité, humidité, PCI sec, PCI à réception, teneur en cendres ; - propriétés chimiques des CSR (en masse) : % en carbone (C), % en hydrogène (H), % en oxygène (O), % en azote (N), % en soufre (S), % en phosphore (P). L'exploitant caractérise un lot de CSR ou la part du CSR composée de déchets lorsque le CSR ne comporte pas que du déchet, ou un échantillon représentatif de la production lorsque celle-ci est homogène, en teneur en PCI sur CSR brut, en mercure (Hg), en chlore, en brome et en somme d'halogènes. L'exploitant caractérise également en masse les éléments traces (Tl, Sb, As, Cd, Cr, Co, Cu, Pb, Mn, Ni, V) pertinents au regard des déchets composant le CSR ou la part du CSR composée de déchets lorsque le CSR ne comporte pas que du déchet. L'ensemble des caractérisations demandées seront réalisées selon les normes visées à l'article 5.	05/12/2022	conforme	15/02/2023	les lots de CSR seront identifiés et carcatérisés par leurs propriétés physiques et chimiques.

			Article 4 - II	<p>Les analyses permettant de caractériser les lots de CSR portent sur l'ensemble des paramètres du I du présent article. Elles sont réalisées sur le CSR ou la part du CSR composée de déchets lorsque le CSR n'est pas composé uniquement de déchets. Ces analyses sont réalisées sur un échantillon prélevé suivant un plan d'échantillonnage approprié et consigné dans le manuel de gestion de la qualité. Les analyses demandées doivent être réalisées par une tierce partie externe indépendante :</p> <p>-au moins quatre fois par an pour les installations de capacité inférieure à 50 tonnes journalières ; -au moins quatre fois par an pour les installations de capacité supérieure à 50 tonnes journalières et dont la nature et la proportion des intrants est stable dans le temps ; -huit fois par an pour les autres installations de capacité supérieure à 50 tonnes journalières.</p> <p>Lorsque les résultats d'analyses réalisées sur un lot sortant ne respectent pas les seuils de l'annexe, le lot n'est pas un CSR admissible dans une installation classée sous la rubrique 2971 et les lots sortants postérieurs à l'obtention des résultats d'analyse seront réputés ne pas être des CSR admissibles dans une installation classée sous la rubrique 2971 tant qu'une nouvelle analyse présentant des résultats conformes aux seuils de l'annexe n'est pas produite.</p> <p>Lorsqu'une nouvelle analyse présente des résultats conformes aux seuils de l'annexe I, une seconde analyse conformes aux seuils de l'annexe est requise pour :</p> <p>-les installations de capacité inférieure à 50 tonnes journalières dans les six semaines qui suivent la première analyse conforme ; -les installations de capacité supérieure à 50 tonnes journalière dans les quinze jours qui suit la première analyse conforme.</p>	06/12/2022	conforme	15/02/2023	Des analyses de caractérisation des lots de CSR seront effectuées de manière périodique.
			Article 5	<p>Les analyses prévues aux articles 3 et 4 sont effectuées selon les normes suivantes ou équivalentes :</p> <p>- pour la détermination de la teneur en C, H, N : NF EN 15407, version d'août 2011 ; - pour la détermination de la teneur totale en S, Cl, F et Br : NF EN 15408, version d'avril 2011 ; - pour le dosage des éléments As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Tl, Sb et V : NF EN 15411, version de décembre 2011 ; - pour la détermination de la valeur du PCI : NF EN 15400, version d'août 2011.</p>	06/12/2022	conforme	15/02/2023	Des analyses périodiques seront effectuées afin de déterminer la teneur, la teneur total et le dosage de différents éléments.
			Article 6	<p>L'exploitant de l'installation de préparation de CSR accompagne chaque livraison au client d'une fiche d'identification précisant son identité, le numéro de lot, la nature des déchets utilisés, la quantité livrée (en tonnes et en PCI) ainsi que l'ensemble des informations listées à l'article 4. Cette fiche est datée et signée par le client lors de la livraison. L'exploitant archive pendant trois années une copie de la fiche signée par le client qui vaut acceptation.</p> <p>Le registre de sortie des déchets tenu en application de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 susvisé comprend les numéros uniques d'identification des lots et permet d'établir la correspondance avec les fiches d'identification des CSR livrés.</p>	06/12/2022	conforme	15/02/2023	L'entrée d'un déchet sur le site mènera à la création d'une fiche d'identification, de suivi et vérification de ce dernier. Ces fiches se situeront au niveau du poste de garde et seront visionnables.
			Article 7 - I	<p>L'exploitant effectue une caractérisation matière annuelle des flux de déchets utilisés pour préparer les CSR sur la base d'un échantillon représentatif de l'année.</p>	06/12/2022	conforme	15/02/2023	Le site effectuera un échantillon représentatif annuel des flux de déchets utilisés pour préparer les CRS pour lequel il
			Article 7 - II	<p>L'exploitant justifie dans un rapport annuel de l'absence de marché permettant une valorisation matière dans les conditions technico-économiques du moment. Ce rapport est archivé par l'exploitant pendant trois ans. Il est transmis à l'ADEME avant le 30 avril de l'année suivante.</p>	06/12/2022	conforme	15/02/2023	Le site effectuera un rapport de l'absence de marché permettant une valorisation de matière dans les conditions technico-économiques actuel, ce rapport sera fait tous les ans.
			Article 8 - I	<p>L'exploitant met en œuvre un système de gestion de la qualité couvrant les processus de préparation de CSR. Il rédige et tient à jour un manuel qualité qui comprend au moins :</p> <p>- L'expression de la politique qualité et des objectifs de qualité, et la justification de sa capacité à assurer la conformité de la procédure de préparation de CSR ; - L'engagement de la direction sur le respect de la politique qualité et des objectifs de qualité ; - Les procédures de contrôle d'admission des déchets utilisés en tant qu'intrants dans les opérations de préparation de CSR ; - Les procédures de contrôle des procédés et techniques de préparation des CSR ; - Les procédures de contrôle de la qualité des CSR ; - Les procédures de retour d'information à l'exploitant par les clients en ce qui concerne la qualité des CSR livrés ; - L'enregistrement des résultats des contrôles réalisés au titre des points 3 à 5 et de retour d'information réalisé au titre du point 6 :</p>	06/12/2022	conforme	15/02/2023	Système qualité conforme prévu

			Article 8 - II	L'exploitant organise au moins une fois par an une revue de direction, dont l'objectif est d'examiner la totalité du système de gestion de la qualité afin de vérifier l'atteinte ou non des objectifs qualité.	06/12/2022	conforme	15/02/2023	Revue de direction annuel prévu
			Article 8 - III	L'exploitant réalise avant le 30 avril de chaque année le bilan de l'année précédente qui comprend : - Les comptes rendus des revues de direction qui se sont déroulées durant l'année précédente ; - Le rapport d'audit interne portant a minima sur les champs spécifiés dans les fiches de modèle de contrôle. Ces fiches sont réalisées par l'exploitant dans le cadre des procédures de contrôle énoncées plus haut - Le bilan du retour d'information des clients, énoncé au point 6 - I précédent ; - La description des actions préventives mises en place et leur évaluation ; - La description des actions correctives mises en place et leur évaluation.	06/12/2022	conforme	15/02/2023	Bvilan annuel prévu
			Article 8 - IV	Le système de gestion de la qualité est vérifié par un organisme d'évaluation de la conformité qui est accrédité pour la certification de systèmes de gestion de la qualité dans le domaine d'activité correspondant à la préparation de CSR ou de systèmes de gestion de la qualité suivant la norme internationale NF EN ISO 9001 version du 5 novembre 2008. Cette vérification a lieu tous les trois ans. Les installations dont le système de gestion de la qualité est certifié conforme à la norme internationale NF EN ISO 9001 version du 5 novembre 2008 par un organisme accrédité, couvrant les processus de contrôle de la préparation de CSR, sont exemptes des dispositions du présent article.	06/12/2022	conforme	15/02/2023	Prévoir certification ISO9001 si évacuation vers installation 2971
			Article 9	Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication.	06/12/2022	pour information	15/02/2023	
			Article 10	Le directeur de la prévention des pollutions et des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.	06/12/2022	pour information	15/02/2023	